

Paris IDF et la bureaucratie kafkaïenne

Les journalistes de la rédaction de Paris IDF n'ont jamais demandé qu'une seule chose : **qu'on les laisse travailler !**

Hélas, depuis l'incendie du site de Vanves, ils n'ont fait que subir des décisions hors sol prises par des directions aveugles aux contraintes de leur métier.

Tout d'abord un déménagement forcé, nous faisant perdre notre autonomie de fabrication et nous livrant pieds et poings liés aux entités toutes puissantes que sont devenues la DRM et la FABRIQUE. Des entités qui, noblesse oblige, priorisent systématiquement les éditions nationales au détriment du régional.

Comme si cela ne suffisait pas, on nous impose ensuite le Flex-Office, à travers le projet Campus nous perdons nos bureaux individuels. Un système qui pourrait se concevoir pour des services en télétravail, certainement pas pour des journalistes de terrain.

Dernier avatar des décideurs, le retrait de nos caissons à roulettes. Ces caissons qui permettent aux journalistes de ranger et déplacer leurs documents quand ils migrent, Flex-Office oblige, de bureaux en bureaux au sein de la rédaction (quartier d'équipe dans leur novlangue).

Un détail sans doute, mais qui en dit long sur les priorités de ces directions sensées faciliter le travail des salariés et qui finalement ne font que le desservir.

La raison invoquée par le service IMG (Immobilier, Moyens Généraux) est l'arrivée de nos confrères et consœurs ultra-marins, eux aussi en Flex-Office et surtout, privés de caissons à roulettes et s'ils n'en ont pas, alors nous non plus... les autres rédactions de FTV ne sont pas touchées par cette mesure. On voit là tout le respect que l'on porte aux régionaux et aux Ultramarins au sein de la maison FTV.

Réorganisation perpétuelle, instabilité, autoritarisme, discrimination, comment ne pas être démotivé, comment ne pas perdre le sens de son travail quand certaines directions semblent s'échiner à nous compliquer la tâche en imposant des directives ubuesques.

Alors que l'audiovisuel public vit des moments difficiles à travers les réformes envisagées par la tutelle, nos responsables n'ont rien trouvé de mieux que déstabiliser, encore plus, les collectifs à travers un travail de sape digne des meilleurs bureaucraties Kafkaïenne.

Paris, le 16 juin 2025